Article 31 du Règlement

l'absence de grandeur nous cantonnent dans un rôle de second ordre. Le Canada dont tant de gens étaient fiers n'existe plus.

* * *

[Traduction]

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. John Williams (St-Albert, Réf.): Monsieur le Président, à la veille des élections en Ontario, il est une autre promesse que les libéraux n'ont pas tenue.

À la page 18 du livre rouge, les libéraux avaient promis de réduire de 15 p. 100 le budget fédéral consacré aux services professionnels et aux services spéciaux. Qu'est-il arrivé? Le budget fédéral consacré à ces services a augmenté de 136 millions de dollars.

Le ministère des Transports a eu droit l'an dernier à une augmentation de 86 p. 100 à titre d'aide spéciale. Même le Gouverneur général a eu besoin d'une aide spéciale de 87 000 dollars de plus que l'an dernier.

Ce n'est qu'un autre exemple qui montre que les libéraux ne veulent pas réduire les dépenses et ne sont pas capables de le faire. Entre-temps, le Parti réformiste a proposé plus de 50 motions afin d'éliminer les dépenses inutiles dans le Budget des dépenses principal dont nous allons débattre ce soir.

Les libéraux vont-ils tenir les promesses qu'ils ont faites dans leur livre rouge et voter en faveur de la réduction des dépenses? Nous verrons.

* * *

LES ÉLECTIONS EN ONTARIO

Mme Shaughnessy Cohen (Windsor—Sainte-Claire, Lib.): Monsieur le Président, réformistes, conservateurs, c'est du pareil au même en Ontario.

Demain, c'est la journée des élections, et dans le comté de Windsor et d'Essex, le centre de l'univers, nous sommes prêts. Nous vivons à proximité de la frontière américaine et nous pouvons voir tous les jours les effets d'une politique à la Mike Harris. Nous ne voulons pas que l'Ontario soit gouvernée par les républicains du Nord.

Nous voulons l'accès universel aux services de santé. Nous voulons que l'industrie toute nouvelle que sont les casinos prospère. Nous voulons un gouvernement bon, compétent et humain. McNamara, Duncan, Pupattello, Crozier, Hoy.

Républicains, conservateurs, c'est du pareil au même. Ce n'est pas ce que veut Windsor.

* * *

[Français]

MIKE HARRIS

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, à quelques jours de l'élection provinciale en Ontario, le congrès annuel de l'Association canadienne-française de l'Ontario avait lieu à Toronto. L'ACFO est un organisme qui défend les intérêts de la communauté francophone de l'Ontario depuis quelques décennies déjà.

Les chefs de parti libéral, néo-démocrate et conservateur avaient été conviés à cette assemblée. Cependant, M. Mike Harris, chef du Parti conservateur, a décidé de ne pas accepter cette invitation. Ce faisant, M. Harris et le Parti conservateur n'ont-ils pas démontré le peu d'intérêt qu'ils ont pour les francophones de cette province? Tout semble l'indiquer.

● (1410)

Les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens veulent un gouvernement qui saura être à l'écoute de leurs besoins, un gouvernement qui n'aura pas peur de faire respecter leurs droits. De toute évidence, M. Harris se préoccupe peu de ces revendications et de la communauté franco-ontarienne en général.

* * *

[Traduction]

LES ÉLECTIONS EN ONTARIO

Mme Brenda Chamberlain (Guelph—Wellington, Lib.): Monsieur le Président, Mike Harris, le chef conservateur de l'Ontario, a promis de tenir un référendum sur toute augmentation de taxes à venir. Ça ressemble à une politique du Parti réformiste. La population de l'Ontario pourrait peut-être appeler Mike par le truchement d'un service utilisateur-payeur 1-900. Sa devise serait: «Quand je veux avoir votre avis, je veux que vous payiez pour me le donner.» Mike pourrait prendre conseil sur des questions importantes seulement pour lui, ou bien il pourrait faire comme font les réformistes, c'est-à-dire ne tenir aucun compte des gens et voter dans le sens suggéré par les politiciens réformistes.

Les Ontariens veulent de l'action et des emplois. Les promesses libérales sont réelles et elles seront tenues. En 1993, les Ontariens ont élu un seul réformiste. Ils ont prouvé leur bon sens. Demain, ils auront encore l'occasion de rejeter le pessimisme et un tas de promesses en l'air en renvoyant les conservateurs, comme dans le cas des réformistes, à leur place, c'est-à-dire dans l'opposition.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION

M. Philippe Paré (Louis-Hébert, BQ): Monsieur le Président, le cafouillage lamentable des autorités du ministère de l'Immigration se poursuit et s'amplifie à l'ambassade canadienne à Paris.

On se souvient du refus du ministère de l'Immigration d'accorder un visa de visiteur à la cinéaste algérienne, M^{me} Koudil, pour présenter son film dans le cadre du festival Vues d'Afrique. Le ministère a dû réviser sa position.

Par la suite, on refusait d'accorder des visas à trois comédiens algériens qui devaient présenter, au Festival de théâtre des Amériques, une pièce dénonçant la montée de l'intégrisme en Algérie.

Maintenant, ce sont deux grands-mères algériennes qui s'attirent les foudres des fonctionnaires. Âgées de plus de 65 ans, ces deux femmes veulent visiter leurs enfants et leurs petits-enfants qui sont établis au Canada, comme elles l'avaient fait dans le passé.